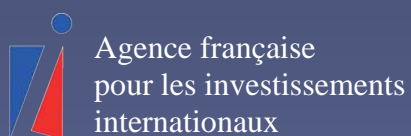
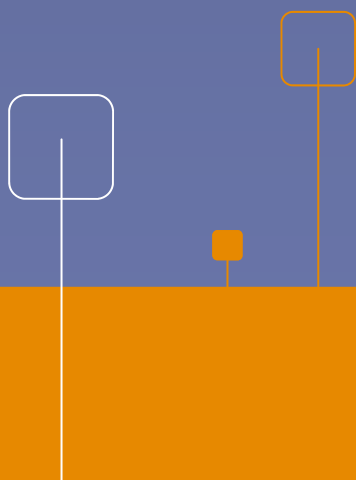


LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS CREATEURS D'EMPLOIS EN FRANCE



●●● Focus régional Bretagne 2009





Les investissements étrangers en France en 2009 « La France confirme son attractivité : 639 décisions d'investissement d'étranger créateur d'emploi ont été enregistrées en 2009 »

Le bilan des investissements pour 2009 a été publié le 9 mars 09 par l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII).

LE BILAN NATIONAL

639 projets, 29 889 emplois créés ou maintenus. La France a enregistré plus de nouveaux projets d'investissements étrangers créateurs d'emplois en 2009 qu'en 2007, et un nombre comparable à celui de 2008. Son attractivité est restée élevée depuis le début de la crise.

68% des projets proviennent de la zone Europe, 19% d'Amérique du Nord et 10% d'Asie. 4 pays (Allemagne, USA, Italie et Espagne) sont à l'origine de 50% des projets en France.

Une baisse de la taille moyenne des projets : 47 emplois/projet en moyenne.

Le secteur manufacturier est à l'origine de 66% des projets d'investissements étrangers. La part des services recule de 2 points par rapport au bilan passé (34% des projets).

Fonctions. Les projets d'investissement dans les activités de R&D représentent 8% de l'ensemble des projets, une part deux fois supérieure à celle de 2008. En revanche, les projets dans la fonction de production voient leur part diminuer (29% des projets, contre 34% en 2008), tout comme ceux relatifs aux centres de décision (17%, contre 26% en 2008).

Types d'opération. La progression du nombre des projets de création se poursuit: 62% du total des projets, contre 56% en 2008. Les extensions de sites ou implantations existantes totalisent 28% des projets en 2009, contre 34% en 2008. Les reprises de site en difficulté comptent pour 8% des projets, contre 9% en 2008.

Les régions d'accueil : un palmarès traditionnel avec les régions Ile de France, Rhône-Alpes, Paca, Midi-Pyrénées, qui totalisent 61% des nouveaux projets.

CONTEXTE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN EUROPE

La baisse des flux d'investissements internationaux observée en 2008 devrait, selon les données collectées par l'OCDE ou la CNUCED, s'accroître en 2009. Les dernières estimations de l'OCDE révèlent qu'en dépit d'une légère hausse des flux d'IDE au 2e trimestre 2009, les flux d'IDE au 1er semestre 2009 ont baissé de plus de 40 % par rapport au 1er semestre 2008. La chute attendue de l'investissement international pour l'année 2009 serait liée, en particulier, à celle des opérations de fusion et acquisition, en réduction de 60 % selon les estimations de l'OCDE (- 66 %, selon la CNUCED), la baisse la plus marquée depuis 1995.

En 2008, la part de la France en Europe est passée à 21 %. Parmi les pays de l'OCDE, la France est le premier pays en Europe pour l'accueil des investissements internationaux en 2008 et le deuxième dans le monde, derrière les Etats-Unis.

LE BILAN EN BRETAGNE

FAITS MARQUANTS



16 NOUVELLES DÉCISIONS, 414 EMPLOIS NOUVEAUX 11^{ÈME} RANG NATIONAL EN TERME DE PROJETS, 18^{ÈME} RANG EN TERMES D'EMPLOIS

→ 16 nouveaux investissements en Bretagne : **un nombre de projets en croissance** par rapport aux années précédentes...

...**mais de taille toujours plus modeste** : 1 seul projet dépasse les 100 emplois, la taille moyenne étant de 27,6 emplois), inférieure à la moyenne nationale : 47 en 2009.

→ Les opérations privilégiées : 72% des emplois créés (ou maintenus) sont liés à des opérations d'extensions contre 21% dans le cadre des créations. En nombre de projets, les opérations prédominantes restent les créations avec 50% des opérations, contre 44% pour les extensions et 6% pour les reprises.

→ Un bilan modeste en nombre d'emplois, mais légèrement supérieur au bilan de l'an dernier avec 414 emplois contre 315, dans un contexte toujours plus défavorable pour les IDE (soit 1% des emplois du bilan national).

→ Un bilan exclusivement européen : avec l'Allemagne en 1^{ère} ligne (4 projets), devant l'Autriche, la Finlande, l'Espagne et l'Italie. Ce bilan confirme le retrait important cette année des investisseurs US et asiatiques (notamment japonais, traditionnellement très actifs en Bretagne).

→ Une répartition des projets plus équilibrée que les années précédentes : 38% des projets se sont réalisés en Ille-et-Vilaine et dans le Finistère, représentant respectivement 22% et 67% des emplois créés (ou maintenus) ; on remarque cette année l'absence de projet dans le Morbihan. On note également la métropolisation toujours croissante avec une concentration de 75% des projets.

→ La fonction tertiaire largement prioritaire, comme les années passées, avec principalement les secteurs du commerce et de services (aux particuliers ou aux entreprises).

→ Filières : la filière verte à l'honneur en termes de nombre de projets (4) et l'IAA en terme de % d'emplois créés ou maintenus avec 49% des emplois totaux.



BILAN DÉTAILLÉ SUR LA BRETAGNE

PARTS DE MARCHÉ

16 nouveaux investissements ont été annoncés par des investisseurs internationaux en 2009 en Bretagne, selon les critères du bilan de l'AFII. Avec 414 emplois, la Bretagne représente 1% des emplois créés ou maintenus en France par des investisseurs étrangers (1% en 2008, et contre 2% en 2007).

La région Bretagne se classe au 11ème rang des régions d'accueil d'investissements étrangers en termes de projets, 18ème en terme d'emplois.

Les quatre premières régions (Ile-de-France, Rhône- Alpes, PACA et Midi-Pyrénées) accueillent 61 % des nouveaux projets (62 % en 2008, pour l'Ile-de-France, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées et PACA). Les sept premières régions totalisent 75 % du nombre total des nouveaux projets.

ILS ONT CHOISI LA BRETAGNE EN 2009

On mettra en lumière en 2009 2 extensions importantes dans l'agro-alimentaire et 2 nouvelles implantations dans les énergies renouvelables :



Jean Caby - CAMPOFRIO FOOD GROUP S.A, (Espagne) – filiale du groupe Campofrio-groupe Smithfield, extension des sites d'Ergué Gaberic et de Lampaul-Guimiliau avec la création de 130 emplois.



Société Bretonne de Légumes préparés (SBLP) - Geest Ltd (Bakkavor Ltd), (Royaume-Uni) - St Pol de Léon – extension avec création de 73 emplois.



Absolis System - Solar Direct GmbH, (Allemagne) – création d'une agence à St Renan – création de 10 emplois prévue à 3 ans.

Projet, de source AFII, accompagné par l'Agence Economique de Bretagne, Bretagne International et les partenaires locaux (COSPI)



Cellaouate et Isocell France– création avec partenariat de la société Isocell Vertriebs GmbH, (Autriche) à Morlaix– fabrication et distribution de ouate de cellulose en partenariat avec l'ESAT de Landivisiau – création de 10 emplois prévue à 3 ans.

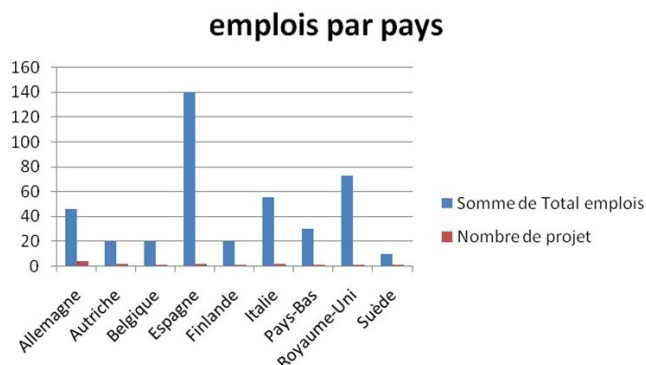
Projet, de source Bretagne International, accompagné par l'Agence Economique de Bretagne, Bretagne International, l'Ademe, la CCI de Morlaix, et les collectivités locales (COSPI)

L'ORIGINE DES CAPITAUX

En 2009, les investissements proviennent exclusivement de la zone Europe avec 9 pays représentés (68% des projets au niveau national).

Les pays leaders

Les pays les plus investisseurs en 2009 : l'Espagne en nombre d'emplois avec (140), et le Royaume-Uni (73), l'Allemagne en nombre de projets (4).



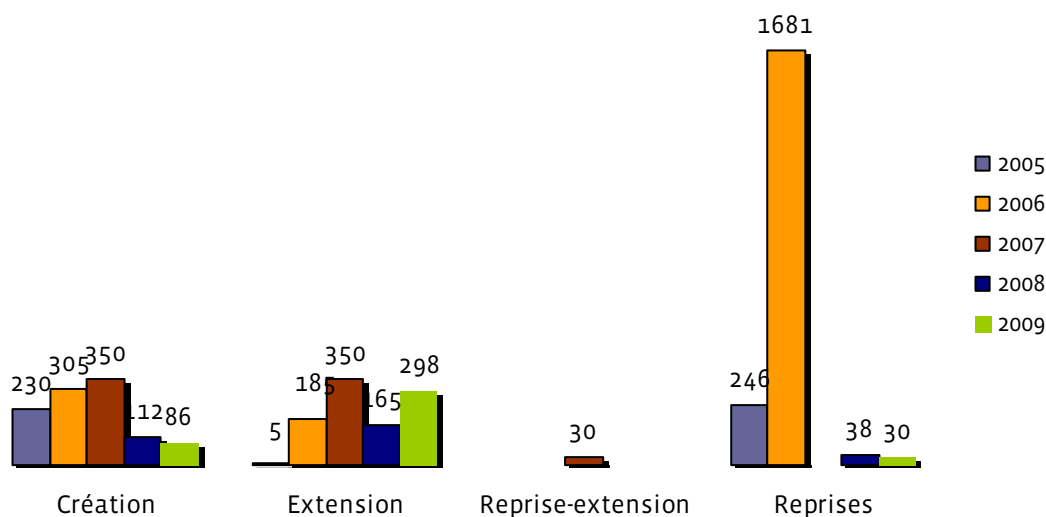
LES TYPES D'OPÉRATIONS : LES CRÉATIONS ET LES EXTENSIONS EN 1ÈRE LIGNE

➔ Les créations (8 investissements) représentent 86 emplois et 50% des projets (62% au niveau national). On constate la diminution du nombre d'emplois liés aux créations, en raison de projets de taille toujours plus modestes : 4 opérations et 120 emplois en 2008, 6 projets et 470 emplois en 2007, 305 emplois en 2006.

➔ Les extensions représentent 7 opérations pour 298 emplois (4 projets et 165 emplois en 2008, 4 opérations pour 230 emplois en 2007), soit 44% des projets (28% en France). Cette tendance démontre la confiance et la capacité des investissements internationaux déjà présents en Bretagne de poursuivre leur développement.

➔ Les reprises : 1 opération maintenant 30 emplois (2 l'an dernier avec 48 emplois). 6% des projets (8% au plan national).

8 créations — 86 emplois — 21% des emplois créés ou maintenus
7 extensions — 298 emplois — 72% des emplois créés ou maintenus
1 reprise — 30 emplois — 7% des emplois créés ou maintenus



LES FONCTIONS ET SECTEURS D'ACTIVITÉS

LE TERTIAIRE CRÉE MOINS D'EMPLOIS QUE LE SECTEUR PRODUCTIF

Activités industrielles

5 projets (vs. 4 en 2008)
268 emplois (vs. 188 en 2008)
Soit 65% des emplois créés

Activités tertiaire

11 projets (vs. 6 en 2008)
146 emplois (vs. 127 en 2008)
Soit 35% des emplois créés

En Bretagne, à l'instar des années précédentes, la fonction tertiaire confirme sa percée : elle représente 69% des projets (40% des projets en 2008) mais crée moins d'emplois que le secteur productif (qui représente 67% des emplois).

La répartition sectorielle :



la filière TIC: 1 investissement (reprise)
représentant 30 emplois maintenus (1 projet l'an dernier et 65 emplois)



la filière IAA : 2 investissements (extension)
représentant 203 emplois (contre 1 projet l'an dernier et 30 emplois)



La filière « technologies vertes » avec 4 projets représentant 75 emplois
(créations et extension) (solaire, énergie, énergie renouvelables, éco-construction)

LE MAILLAGE TERRITORIAL

Le département du Finistère en 1ère ligne cette année !

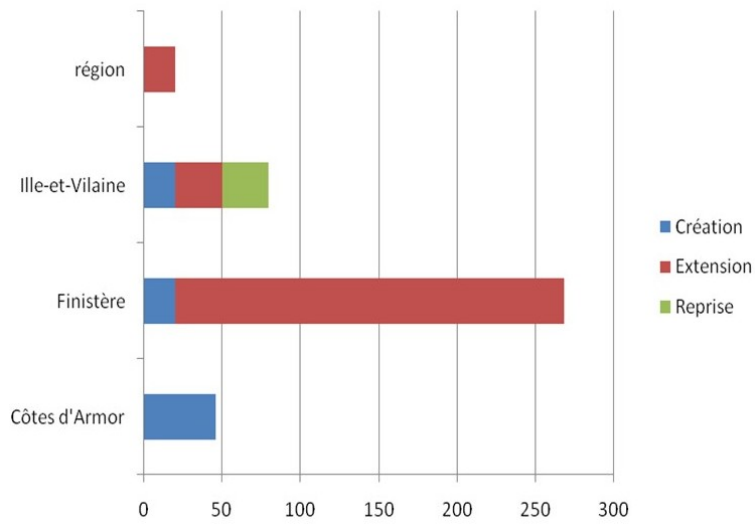
Le Finistère : 6 projets pour 278 emplois, soit 67% des emplois créés ou maintenus cette année contre 1 l'an dernier et 60 emplois.

En Ille-et-Vilaine : localisation de 22% des emplois créés en Bretagne cette année soit 90 emplois pour 6 projets, contre 48% des emplois l'an dernier

Les Côtes d'Armor : 4 projets pour 46 emplois, soit 11% des emplois - contre 1 l'an dernier et 30 emplois

Pas de projet comptabilisé dans le bilan AFII cette année dans le Morbihan.

LES OPÉRATIONS PAR TYPOLOGIE ET DÉPARTEMENT



➔ Dans le Finistère—278 emplois



CAMPOFRIO FOOD GROUP S.A, (Espagne) – Ergué Gaberic et Lampaul Guimiliau - agro-alimentaire - Préparation industrielle de produits à base de viande - 130 emplois

GIANNONI

GIANNONI S.P.A., (Italie) – Morlaix - conception et fabrication d'échangeurs à condensation inox pour chaudières à gaz—45 emplois



SOLAR Direct GmbH, (Allemagne) – St Renan - Distributeur d'équipements complets permettant de produire de l'électricité et de la chaleur à partir d'énergies renouvelables (solaire) – 10 emplois



Isocell Vertriebs GmbH, (Autriche) – Morlaix- création d'une unité de production de ouate de cellulose et d'une filiale commerciale – 10 emplois

BAKKAVOR

Geest Ltd (Bakkavor Ltd), (Royaume-Uni) – St Pol de Léon – agro-alimentaire (emballage de salades) – 73 emplois



KONE Corporate Office, (Finlande) – extension du site du Relecq Kerhuon - entreprise finlandaise construisant et assurant l'entretien d'ascenseurs, d'escaliers mécaniques – 10 emplois

➔ En Ile-et-Vilaine—90 emplois



Civolution BV, (Pays-Bas) – reprise de Thomson STS à Cesson Sévigné - Technologie d'identification de contenus multimédias, et tout particulièrement sur le vidéo watermarking – 30 emplois maintenus

Gugler GmbH, (Allemagne) – La Chapelle-des-Fougeretz - Création d'une agence - Fabricant d'ouvertures PVC profilées – 10 emplois

Kwizda

KWIZDA Agro GmbH, (Autriche) – Val d'Izé – extension du site - Commercialisation d'insecticides, raticide, désinfectants et neutralisant - 10 emplois



D'Ieteren Group, (Belgique) – Rennes—xtension des agences Carglass -20 emplois

DOMUS NATURAE, (Italie) – Dol de Bretagne – Création - Conception et construction d'un filtre très innovant pour les centres de traitement de biogaz – 10 emplois

➔ Dans les Côtes d'Armor—46 emplois

4 points de vente étrangers dans la nouvelle galerie commerciale de St Brieuc



Hennes & Mauritz AB (H&M), (Suède) – 10 emplois



NEW YORKER Sud Jeans- und Sportswear GmbH & Co KG, (Allemagne) – 10 emplois

MANGO

MANGO - PUNTO FA, S.L., (Espagne) – 10 emplois



BERTELSMANN AG, (Allemagne) – Chapitre.com – 16 emplois




KONE Corporate Office, (Finlande) – extension des sites der Rennes - entreprise finlandaise construisant et assurant l'entretien d'ascenseurs, d'escaliers mécaniques –

LES AUTRES INVESTISSEMENTS NON RETENUS DANS LE BILAN NATIONAL



La réelle photographie des flux d'investissements étrangers en Bretagne fait apparaître un dynamisme plus positif cette année que celle valorisée dans le bilan national. D'autres projets internationaux ont été en effet réalisés en Bretagne en 2009, sans être comptabilisés dans le bilan national, pour des raisons de critères et méthodologie retenus. Et pourtant, ces projets témoignent d'une réelle attractivité de notre région...

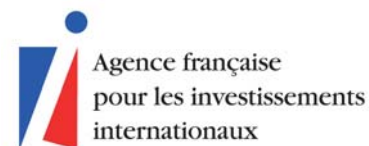
Par exemple, sont arrivés ou ont investi en 2009 :

- | | |
|---|--|
|  | Créaform- Canada –Solutions numériques 3D - création d'une plateforme technologique avec le Lycée Le Dantec à Pleumeur-Bodou |
|  | Brake –Royaume-Uni - IAA (Distribution de produits alimentaires) – Lamballe –extension – 3 M€ |
|  | SDMO (KOHLER) – Brest –Groupes électrogènes— 10 M€ |
|  | Lagassé Canada – Douarnenez - Spécialiste des radiocommunications, transmissions sans fil sécurisées et des applications embarquées – 3 M€ |
|  | Attijariwafa – Rennes – ouverture d'une agence bancaire |
|  | Suunto (Finlande) rachète TACKTIK (UK)
(Fabrication d'équipements sportifs de précision) à Vannes |
|  | Nonius Software(Portugal) – Rennes
création d'une filiale à Noyal sur Vilaine –moins de 10 emplois créés |
|  | Boralex – Canada - parcs éoliens – rachat à Plestan (22) |
|  | Marine Foods BV –Pays-Bas- Produits de la mer (Surgélation rapide de poisson + exportation en France et à l'étranger) extension du site de Makfroid à Douarnenez – 5,3 M€ et 6 emplois créés |
|  | Pescanova (Esopagne) – extension du site de Krustanord à Lorient –Produits de la mer (cuisson de crevettes) - 5 M€ - 6 emplois |
|  | Itway (Italie) – Rennes - Solutions de sécurité et d'infrastructure réseaux |



LE BILAN NATIONAL DES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX 2009

Retrouver le bilan national sur
www.invest-in-france.org



Méthodologie du bilan

Bilan sur les investissements étrangers en France réalisé par l'AFII et ses partenaires Régionaux

Le « bilan AFII » recense l'ensemble des projets d'investissement étrangers créateurs d'emplois en France et comptabilise les emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, fonction, type d'opération, pays d'origine et région de destination.

1. Les quatre types d'investissements retenus au bilan

1.1. Les créations correspondent à des emplois créés sur un nouveau site.

1.2. Les extensions correspondent à des emplois créés sur un site déjà occupé par l'entreprise.

1.3. Les reprises correspondent à des emplois maintenus suite à l'acquisition d'une société française en difficulté par un investisseur étranger. Les difficultés de l'entreprise doivent être juridiquement avérées – procédure de dépôt de bilan ou de redressement judiciaire devant le Tribunal de commerce. Si l'entreprise a changé de propriétaire dans les trois années précédentes, le projet n'est pas retenu afin d'éviter des comptabilisations successives de rachat d'une même entreprise.

1.4. Les reprise-extensions correspondent à des emplois créés suite à l'acquisition d'une entreprise française, qui n'est pas en difficulté, par un investisseur étranger. Les emplois comptabilisés dans le bilan sont ceux relatifs à la seule extension.

2. Les investissements cités mais non retenus au bilan

a) Les investissements de pérennisation ou de modernisation

Ils sont actuellement présentés et commentés dans le bilan annuel mais ne sont pas repris dans les statistiques globales des projets créateurs d'emplois. Les investissements de pérennisation sont des projets industriels qui permettent de «conforter» un site et de sauvegarder les emplois qui auraient disparu à terme.

b) Les partenariats

c) Les fusions-acquisitions

3. Les règles de comptabilisation des emplois

3.1. Un horizon de trois ans

Le nombre d'emplois est apprécié à l'échéance des trois années suivant l'annonce d'un projet d'investissement. Le business plan d'une entreprise porte en général sur une durée de trois ans.

3.2. La taille des projets

3.2.1 Règle générale : sont pris en compte les projets créateurs d'au moins 10 emplois.

3.2.2 Exceptions :

3.2.2.1 Le seuil est porté à 50 emplois pour les points de vente (points de contact physique avec la clientèle, relevant des secteurs du commerce et des services) à l'échelle nationale, avec un minimum de 10 emplois par site[1].

3.2.2.2 Le seuil peut être inférieur à 10 emplois :

- si le projet correspond à une première implantation en Europe ;
- si le projet relève d'une activité à forte valeur ajoutée (R&D).

4. La définition des investissements d'origine étrangère

La nationalité d'un investissement est déterminée sur la base de la société mère.

L'investissement est réputé d'origine étrangère s'il émane d'une société détenue à plus de 50 % par des capitaux étrangers[2].

4.1. Dans le cas d'une répartition distincte du capital, les emplois sont attribués à chaque pays au prorata de la part de ses ressortissants.

4.2. Dans le cas d'un capital émiété :

- si plus de 50% du capital est détenu par des actionnaires d'un même pays, les emplois sont attribués à ce dernier ;
- dans le cas opposé, l'origine d'un investissement est définie en fonction de l'actionnaire majoritaire, des « board members » et du centre de décision.

4.3. Par exception, dans le cas d'une JV mixte franco-étranger, les emplois correspondants sont décomptés au prorata de la participation étrangère dans l'investissement.

5. Ne sont pas pris en compte dans le bilan :

5.1. Les emplois intérimaires et saisonniers[3].

5.2. Les emplois transités sur un nouveau site par transfert d'activités d'une entreprise à l'intérieur du territoire français, du fait d'une réorganisation, d'un regroupement ou d'une restructuration des activités de cette même entreprise ayant entraîné des suppressions d'emplois sur les sites d'origine.

5.3. Les investissements purement financiers, les opérations boursières, et les franchises quand le franchisé est français[4].

5.4. Les représentations diplomatiques, sauf si elles présentent un caractère internationalement mobile (siège social d'une organisation internationale par exemple).

(1) Anciennement : « Le seuil est porté à 50 emplois pour les points de vente dans le secteur des services aux particuliers. »

(2) Anciennement : le pourcentage était fixé à 33 %.

(3) Anciennement : « Les emplois à durée déterminée, les emplois à temps partiel, les emplois intérimaires et saisonniers ».

(4) Anciennement : « Les investissements purement financiers, les opérations boursières, et les franchises, dans la mesure où l'investissement est généralement le fait du franchisé ».



LES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX EN BRETAGNE

Source Agence économique de Bretagne - Bretagne international

En Bretagne, plus de 30 000 emplois relèvent d'entreprises étrangères
→ plus de 330 entreprises sur plus de 500 sites.

Plus d'information sur les investissements étrangers ?

www.agence-economique-bretagne.com

www.bretagne-international.com/fr/5-En-Bretagne/54-Investisseur/Investissement-Direct-Etranger/Ils-sont-deja-en-Bretagne.html

La Région Bretagne fait de l'attractivité de son territoire une priorité.

Elle a ainsi confié à l'Agence économique de Bretagne la mission de renforcer cette attractivité économique et le poids des investissements exogènes sur son territoire.

Le bilan décevant de cette année en terme d'emplois vient conforter la stratégie régionale, forcément inscrite dans la durée de travailler sur le triptyque : innovation, filières et image. A titre d'exemple, a été réalisé cette année un portail de promotion vantant auprès des investisseurs potentiels les atouts de la Bretagne : www.invest-in-bretagne.org.

Pour la prospection de ces nouveaux investisseurs, l'Agence s'appuie sur le réseau national de l'Agence Française pour les Investissements Internationaux (AFII), pour laquelle elle est le correspondant en région. Mais également sur la stratégie de prospection propre, via Bretagne International. Une fois captés, les projets sont traités dans le cadre d'un réseau de partenaires, le comité d'orientation et de suivi des projets internationaux (COSPI), qui regroupe la Région, les départements, les chambres consulaires, l'Etat et l'Agence et ses composantes (Bretagne Innovation et Bretagne International). Les projets sont traités dans un souci de partenariat.

BILAN DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DEPUIS 2003

→ Le bilan breton depuis 2003 : près de 6000 emplois créés ou maintenus par des investisseurs étrangers pour 92 projets.

4 projets ont été concrétisés en 2009 par Bretagne International, l'AEB et leurs partenaires locaux, dont 2 dans le cadre du COSPI, pour 20 visites d'investisseurs étrangers réalisées.

